

Renforcer la participation politique et le pouvoir décisionnel des femmes

Données factuelles, solutions, études de cas et recommandations d'orientation

APERÇU

Dans le monde entier, les femmes continuent d'être tenues en marge de la sphère politique du fait de lois restrictives et d'obstacles institutionnels, de pratiques culturelles discriminatoires et d'un accès bien plus faible que les hommes à une éducation, des soins de santé et des ressources de qualité. Le renversement des politiques et pratiques discriminatoires n'est cependant pas impossible.

Ce document d'orientation se penche sur plusieurs solutions éprouvées de lutte contre les entraves aux niveaux des institutions, des normes socioculturelles et des capacités individuelles de manière à autonomiser les femmes et amplifier leur voix dans les processus décisionnels. Les exemples ci-dessous couvrent un large éventail d'interventions, allant de l'augmentation de la sensibilisation chez les filles et les femmes – et particulièrement les plus marginalisées d'entre elles – à propos des structures de pouvoir dans leur pays, à la promotion de l'inclusivité dans les rôles de leadership.

SECTION 1 : DÉFINITION DE LA QUESTION

Les filles et les femmes sont en droit de s'impliquer dans la société civile, de voter aux élections, d'être élues à des fonctions de gouvernement, de siéger à des conseils et de faire entendre leur voix dans tout processus qui, en fin de compte, les concernent, ainsi que leur famille et leur communauté. En outre, dans un monde où plus de la moitié de la population vit désormais dans une démocratie¹, l'inclusion et l'équale participation de tou-te-s les citoyen-ne-s – dont les femmes – deviennent de plus en plus essentielles à la bonne gouvernance qui, à son tour, est nécessaire pour le développement, la paix durable et l'éradication de la pauvreté. En investissant dans la participation politique des femmes, non seulement la communauté internationale se rapproche-t-elle de la réalisation de l'égalité de genre, mais également de celle des objectifs de développement durable (ODD) et des cibles qui en dépendent. Bien que l'obtention de l'égalité de genre et l'autonomisation des filles et des femmes soient l'objectif de l'ODD 5, les avantages de l'inclusion des filles et des femmes sont transversaux et tracent la voie vers la création de démocraties plus inclusives, réactives et résilientes, une croissance économique équilibrée et de meilleures capacités de consolidation de la paix^{2,3}.

En mars 2017, environ 23 % des parlementaires dans le monde étaient des femmes, soit une augmentation de 11 points de pourcentage par rapport à 1997^{4,5}. Les femmes assument de même davantage de fonctions de pouvoir en tant qu'activistes de la société civile, leaders de partis politiques, conseillères municipales et maires, ministres, premières ministres et présidentes^{6,7}. Mais malgré ces avancées, la route est encore longue avant d'atteindre l'égalité de genre dans la sphère politique. Bien que de nombreux accords internationaux, cadres régionaux et lois nationales reconnaissent et défendent le droit humain des femmes à participer en politique et à atteindre des fonctions de direction en tant que mesure de l'intégrité démocratique, l'absence généralisée des femmes dans les organes politiques et décisionnels perdure. En janvier 2017, seuls 31 pays du monde comptaient au moins 30 % de femmes parmi leurs ministres, et seules 18,3 % de l'ensemble des ministres dans le monde sont des femmes, soit une augmentation de 4 points de pourcentage seulement au cours des 12 dernières années^{8,9}. De plus :

- Au mois de mars 2017, seules 15 femmes dans le monde étaient à la tête d'un État¹⁰.
- Au mois de janvier 2017, les femmes représentaient moins de 10 % des parlementaires dans 34 pays, et la représentation parlementaire des femmes à l'échelle internationale indiquait des écarts entre régions, avec 41,7 % (pays scandinaves), 28,3 % (Amériques), 25 % (Europe, à l'exclusion des pays scandinaves), 23,8 % (Afrique subsaharienne), 19,6 % (Asie), 18,9 % (États arabes) et 15 % (Pacifique)¹¹.
- En 2013, 58 % des employé-e-s du secteur public dans les pays de l'OCDE étaient des femmes, mais demeuraient sous-représentées au niveau des plus hautes fonctions. En 2012, elles occupaient 29 % des postes de haute direction au sein du secteur public¹².
- Les données entre 1992 et 2011 révèlent que les femmes représentaient 4 % des signataires des accords de paix et moins de 10 % des personnes autour des tables de négociation de la paix.¹³



Répondre à la demande d'investissement dans la participation politique et le pouvoir décisionnel des femmes est en lien avec la réalisation de plusieurs cibles et objectifs de développement durable (ODD), dont les suivants :

ODD 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

- **5.5** Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique

- **5.c** Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent

ODD 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

- **10.2** D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de

Clause de non-responsabilité : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document technique sont ceux des auteur-e-s. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques officielles de l'ensemble des organisations partenaires.



Les obstacles empêchant les femmes d'occuper la place qui leur revient au sein de l'arène politique sont nombreux, déclinés en restrictions juridiques, politiques et culturelles. Souvent enracinés dans les normes de genre traditionnelles excluant, auxquelles les hommes ne sont pas confrontés, ces obstacles ne font que s'ajouter aux multiples défis que doivent relever les femmes souhaitant participer à la vie politique. Et dans les cas où les femmes et les hommes sont face aux mêmes entraves, telles que l'appartenance à une communauté marginalisée, les femmes sont impactées de manière disproportionnée du fait de leur statut inférieur dans la société et leur accès limité au ressource dû à leur genre¹⁴. Éliminer ces entraves et créer des opportunités pour les femmes nécessitent un effort coordonné de la part des États, de la société civile et de la communauté internationale^{15,16}.

Les voix des femmes sont tout particulièrement nécessaires dans les situations de crises humanitaires, de conflits et les environnements post-conflit afin de traiter du risque disproportionné de violence sexuelle auquel elles sont confrontées¹⁷. La participation des femmes dans les résolutions de conflit et de consolidation de la paix doit être encouragée et facilitée, pour que la résolution des conflits adopte l'optique du genre¹⁸. Mais même lorsqu'elle est encouragée, la participation des femmes l'est généralement au niveau national, sans tenir compte des femmes rurales et des femmes de groupes marginalisés¹⁹. De plus, inclure les femmes dans les discussions sur la paix et la sécurité n'est pas suffisant : il y a également lieu de les protéger pendant et après les conflits, et de s'assurer que des systèmes adéquats d'orientation soient en place en matière de violence sexuelle et de soins de santé sexuelle et reproductive²⁰. Malgré l'importance que revêt l'inclusion des femmes dans la résolution de conflits, elles demeurent en grande minorité au sein des équipes militaires de maintien de la paix des Nations unies et des parlementaires des pays touchés par des conflits²¹.

SECTION 2 : SOLUTIONS ET INTERVENTIONS

Les obstacles auxquels les filles et les femmes sont confrontées en termes d'inclusion politique significative se trouvent, et doivent être supprimés, à trois niveaux : *individuel*, *institutionnel* et *socioculturel*^{22,23}. Si les changements peuvent ne pas se produire simultanément à tous les niveaux, tous trois doivent être abordés de manière à créer un environnement favorable aux femmes où elles peuvent atteindre une participation politique à la fois égale et durable. Éliminer les obstacles et créer des possibilités pour les femmes à chacun de ces niveaux nécessite des efforts collaboratifs entre les États, la société civile et la communauté internationale^{24,25}. Chacune de ces parties prenantes, allant des législateur-trice-s aux activistes, en passant par les leaders religieux-euses ou traditionnel-le-s et les membres de la famille, sont en mesure de jouer un rôle distinct dans la résolution des différents défis à la participation des femmes. Les femmes dans le monde entier continuent d'être maintenues en marge de l'arène politique du fait de lois discriminatoires, d'obstacles institutionnels et culturels et d'un accès disproportionné à une éducation, des soins de santé et des ressources de qualité²⁶. Pour progresser dans le bon sens, il est indispensable de garantir et soutenir le droit des femmes à participer aux processus décisionnels et politiques, en s'appuyant sur les solutions suivantes :

- Introduire des quotas par genre en tant que mécanismes de transition
- Promouvoir les droits, la sécurité et la participation des femmes lors de crises humanitaires, de prévention des conflits et de processus de consolidation de la paix
- Inclure les jeunes femmes et les femmes au sein des populations marginalisées
- Créer des opportunités de formation et de leadership sensibles au genre
- Favoriser l'inclusivité au niveau du leadership, de l'engagement citoyen et de la prise de décision dans les sphères publique et privée
- Garantir que les environnements politiques sont exempts de discrimination et de violence
- Garantir la reconnaissance des femmes occupant des fonctions décisionnelles

Introduire des quotas par genre en tant que mécanismes de transition

Les données probantes suggèrent que des femmes élues à des fonctions politiques peuvent faire une réelle différence pour les filles et les femmes, et avoir un impact fort sur la législation²⁷. Dans de nombreux cas, les femmes sont plus susceptibles de travailler à des politiques inclusives et de répondre aux inquiétudes de leur électorat²⁸. Elles ont également tendance à œuvrer en direction de changements positifs en matière de santé, bien-être communautaire, réduction de la pauvreté et bien-être familial, et sont plus à même de s'efforcer d'atteindre un consensus sur les différentes politiques^{29,30,31}.

Lorsqu'ils sont correctement conçus et mis en œuvre, les quotas peuvent constituer des mesures temporaires efficaces permettant d'augmenter l'accès des femmes aux postes de décision, tout en assurant la transition vers la réalisation et la durabilité d'un équilibre entre les genres au niveau du leadership politique³². Les quotas peuvent être adaptés afin de correspondre à une multitude de systèmes, structures et contextes politiques, et bien qu'ils ne soient sans doute pas adéquats pour



leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre

- **10.3** Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière

ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

- **16.7** Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions
- **16.10** Garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux
- **16.b** Promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires pour le développement durable



tous les cas de figure, ils peuvent jouer un rôle particulièrement essentiel dans le cadre de systèmes électoraux qui ne sont pas enclins à créer une participation égale³³. Les quotas viennent souvent en réponse à un obstacle institutionnel – au sein de partis politiques ou au niveau national – et, dans l'idéal, plutôt que de placer la responsabilité de réussir sur des femmes individuelles, ils réclament que les acteurs et actrices institutionnel-le-s et détenteur-trice-s du pouvoir prennent des mesures³⁴. Dans les 46 pays où les femmes représentaient plus de 30 % des législateurs et législatrices élu-e-s au mois de juin 2016³⁵, 40 disposaient d'un système de quotas sous une forme ou une autre, que ce soit un quota de candidates aux législatives ou de sièges réservés aux femmes³⁶.

Étude de cas : Doubler la proportion de femmes parlementaires au Sénégal

En 2010, et après des efforts de longue durée de la part de la société civile et du réseau multipartite national de femmes, le Sénégal a adopté une législation visant à ce que des sièges soient réservés aux femmes dans l'ensemble des organes électoraux, et ce, à tous les niveaux du gouvernement. La législation incluait des dispositions impératives relatives à une parité de genre absolue en exigeant des partis politiques qu'ils alternent les noms d'hommes et de femmes sur les listes de candidatures qu'ils soumettaient, faute de quoi ils risquaient de voir leurs candidat-e-s tout bonnement refusés. En préparant les élections de 2012, le gouvernement, aux côtés de la société civile et d'ONU Femmes, avait lancé une campagne de sensibilisation et un programme de formation sur le processus électoral en vue d'éduquer et d'encourager les candidates. Le résultat des élections de 2012 fut celui d'un quasi équilibre entre hommes et femmes à l'Assemblée nationale – une orientation claire vers la parité de genre et la démocratie³⁷.

Promouvoir les droits, la sécurité et la participation des femmes lors de crises humanitaires, de prévention des conflits et de processus de consolidation de la paix

En 2000, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité, qui appelle à : 1) la participation des femmes dans les processus de paix, 2) la protection des droits des filles et des femmes, 3) la formation au genre dans le cadre des opérations de maintien de la paix et 4) la généralisation du genre dans l'ensemble des activités onusiennes relatives au conflit, à la paix et à la sécurité³⁸. La participation des femmes dans les transitions démocratiques améliore la probabilité que les négociations de paix se concluent par un accord ; lorsque les femmes locales sont incluses de manière significative, la probabilité que les violences prennent fin dans l'année augmente de 24 %³⁹. Au-delà du processus formel des accords de paix, les transitions constituent un moment déterminant pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes dans un pays. Elles représentent une occasion rare de transformer les obstacles fondamentaux à l'égalité de genre, et permettent aux institutions, processus et normes d'être revus et façonnés en des systèmes plus inclusifs – une transformation qui, à son tour, participe de la création d'un soutien démocratique à une paix durable, promouvant des démocraties plus résilientes et la prévention de conflits ultérieurs. Mais pour que ces transitions soient réellement transformatrices, les femmes doivent non seulement être présentes lors des processus formels, mais être également capables de s'impliquer dans la création de nouvelles structures de gouvernance⁴⁰. Les femmes demeurent sous-représentées aux fonctions de leadership dans les contextes de conflit et post-conflit. Les sièges réservés aux femmes dans les fonctions parlementaires dans les zones de conflit et post-conflit ne représentaient que 4 % de moins que la moyenne mondiale de 22 % en 2015⁴¹. Et alors que 88 % des pourparlers de paix soutenus par l'ONU incluaient des consultations avec des femmes en 2014, les trois quart des accords de paix entre 2000 et 2015 ne mentionnaient pas les femmes⁴². Un soutien inadéquat et des attitudes négatives constantes à l'égard des femmes au pouvoir continuent de les empêcher de réclamer leur place dans les négociations de paix⁴³. Et bien qu'il soit largement reconnu que les stratégies de consolidation de la paix sensibles au genre peuvent contribuer à une reconstruction à la fois efficace et holistique, les politiques et programmes nationaux négligent souvent d'inviter les femmes à la table des négociations ou de fournir un programme permettant aux filles et aux femmes de faire part de leurs besoins spécifiques lors des périodes de reconstruction^{44,45}.

Étude de cas : Le projet de la table de la paix

Centre de l'attention du projet Women at the Peace Table (Les femmes à la table de la paix) dans la région Asie et Pacifique, l'Indonésie a déployé de nombreux efforts pour atteindre un équilibre entre les genres dans les négociations de paix, par l'intermédiaire d'un processus de paix. En réunissant des acteurs du gouvernement et de la société civile, le projet a donné lieu à un dialogue positif autour de moyens d'élaborer des politiques plus saines et inclusives du genre pour la consolidation de la paix. Un rapport intitulé « Women at the Indonesian Peace Table: Enhancing the Contributions of Women to Conflict Resolutions » (Les femmes à la table indonésienne de la paix : améliorer les contributions des femmes dans les résolutions de conflit), publié suite à ces réunions, décrit les effets positifs de la présence de femmes à des postes décisionnels. Dans la continuité, des sessions de formation ont été menées pour aborder la relation entre les femmes, la paix et la sécurité⁴⁶.

Inclure les jeunes femmes et les femmes au sein des populations marginalisées

Les postes dotés de pouvoir politique doivent être accessibles à toutes les femmes, et ne pas être limités en fonction de l'âge, du niveau d'éducation, du statut socioéconomique, de l'origine géographique, de l'orientation sexuelle, de l'identité sexuelle ou de toute autre caractéristique démographique. Les jeunes sont plus traditionnellement représenté-e-s dans les mouvements de la



Accords internationaux pertinents :

- Convention sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes (1979)
- Résolution 1990/15 du Conseil économique et social des Nations unies
- Déclaration et programme d'action de Beijing (1995)
- Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la participation des femmes à la vie politique (A/RES/58/142) de 2003
- Résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la participation des femmes à la vie politique (A/RES/66/130) de 2011
- Objectifs de développement durable (ODD) (2015-2030)
- Rapport du groupe de travail de haut niveau sur la santé et les droits fondamentaux des femmes, des adolescents et des enfants (2017)



société civile, bien qu'ils et elles demeurent sous-représenté-e-s aux postes officiels de pouvoir, malgré leur capacité à agir en tant qu'acteurs et actrices de changement. Dans un tiers des pays du monde, l'âge minimum pour occuper des fonctions parlementaires est fixé à 25 ans, mais seul-e-s 1,65 % des parlementaires ont moins de 30 ans, et 13,52 % moins de 40 ans^{47,48}. Aux États-Unis, bien que les jeunes femmes soient plus susceptibles de s'impliquer bénévolement en politique, en comparaison de leurs pairs masculins, l'écart entre les niveaux de confiance qu'ont les jeunes hommes et les jeunes femmes dans leurs compétences de leader et leurs ambitions politiques s'agrandit considérablement au cours de l'adolescence^{49,50}.

La représentation parlementaire des femmes des populations autochtones peut également être avantageuse pour la société, en créant un espace pour de nouvelles connaissances sur les questions nationales. À l'échelle mondiale, la participation parlementaire des populations autochtones demeure faible. La recherche menée par l'Union interparlementaire indique que les peuples autochtones sont proportionnellement sous-représentés dans 12 parlements et absents de 9 autres parmi les 33 parlements pour lesquels des données sont disponibles⁵¹. Les données relatives aux fonctions des populations autochtones au sein des organes décisionnels sont insuffisantes ; en effet, moins de la moitié des parlements sondés disposaient de données relatives à la représentation autochtone, un fait vraisemblablement dû au faible nombre de pays qui reconnaissent légalement les peuples indigènes⁵². Les femmes des groupes marginalisés sont souvent confrontées à des obstacles encore plus importants, et sont de fait confrontées à une discrimination intersectionnelle.

Créer des opportunités de formation et de leadership sensibles au genre

Proposer aux femmes des formations au leadership politique qui s'appuient sur les compétences les dote des bases nécessaires une participation active en politique. De nombreux groupes et organisations dans le monde ont mis en œuvre des programmes visant à surmonter les principaux obstacles politiques pour les femmes candidates, législatrices et femmes influentes⁵³. Ces entraves incluent le manque de ressources financières et d'occasions de formation, ainsi que des gouvernements réticents et des restrictions d'ordre géographique. Multiplier les possibilités de formation à l'engagement politique pour les femmes leur permettrait de passer à l'action aux niveaux local, national et international et d'obtenir des résultats durables.

Étude de cas : Train, Run, Win and Lead

Un réseau d'organisations de femmes à Trinité-et-Tobago a initié en 2013 un programme de formation à l'attention des femmes, sur les fondamentaux de la politique dans leur pays. Le programme « Train, Run, Win and Lead » (Forme-toi, Porte-toi candidate, Gagne et Dirige) forme les femmes non seulement à savoir qui est responsable de quoi au gouvernement, mais s'emploie également à autonomiser les femmes de sorte qu'en prenant pleinement part à des fonctions de leadership, elles entraînent concrètement des changements. Suite à la première session de formations, la moitié des femmes qui se sont portées candidates ont remporté des sièges aux élections locales, sièges qui étaient avant cela presque tous occupés par des hommes⁵⁴.

Favoriser l'inclusivité au niveau du leadership, de l'engagement citoyen et de la prise de décision dans les sphères publique et privée

Aborder les besoins des filles et des femmes est impossible sans que leurs intérêts soient représentés dans les hautes fonctions décisionnelles. Il a été démontré qu'une augmentation de la participation des femmes en politique modifie la manière dont leurs besoins sont priorisés dans la conception des politiques. Dans certains pays scandinaves, par exemple – où les femmes sont bien représentées aux postes de pouvoir – les budgets et politiques publiques reflètent les intérêts des filles et des femmes de manière mieux adaptée⁵⁵. Ce même principe est valable pour les institutions de gouvernance mondiale, où le déséquilibre entre les genres est notable. Une étude a révélé que 73,5 % des entreprises comptent au moins une directrice, mais lorsqu'il est question de dénombrer les conseils d'administration comptant au moins trois femmes – ce qui correspond à la masse critique permettant aux femmes de contribuer de manière plus égale –, le chiffre tombe à 20,1 %^{56,57}.

Au moment d'aborder les conséquences du changement climatique et des catastrophes naturelles, les filles et les femmes sont indispensables pour avancer et elles doivent être incluses au niveau du leadership décisionnel et d'atténuation des effets. La réduction des risques de catastrophe – qui consiste à pratiquer une analyse et une atténuation systématiques des causes des catastrophes, dont la réduction de l'exposition aux dangers, la limitation de la vulnérabilité des populations et des biens, la saine gestion des terres et de l'environnement et l'amélioration de la préparation et des avertissements précoces des événements néfastes – n'est efficace que lorsque les filles et les femmes sont impliquées^{58,59}.

➔ Pour plus d'information, veuillez consulter le document intitulé « Investir en faveur des femmes pour juguler le changement climatique et préserver l'environnement ».

La participation des femmes au gouvernement local est indispensable pour éclairer l'élaboration des politiques et induire le changement. Il a été démontré que l'implication des femmes à des postes de leadership au niveau local a des corrélations positives avec un niveau de qualité supérieur en éducation, santé et projets d'infrastructure, et stimule l'autonomisation des femmes et leurs niveaux de vie⁶⁰. Mais l'autonomisation débute à la maison et dans la communauté. L'admiration, le respect et l'affection dans les relations père-fille sont des composantes essentielles de la réussite des femmes⁶¹. Le rôle du père compte autant pour les garçons et les filles, et ce, particulièrement en termes d'interprétation de l'égalité de genre par les garçons⁶². Des études ont également indiqué que les programmes communautaires et sportifs peuvent favoriser les compétences de résolution de problème, de cohésion d'équipe et de communication pour les filles, dont elles pourront se servir toute leur vie⁶³.

Étude de cas : L'influence des femmes sur la politique locale en Inde

En 2009, la représentation politique locale des femmes en Inde avait atteint 50 %⁶⁴. Avant le 73e amendement de la Constitution en 1992, les femmes étaient souvent empêchées d'occuper des fonctions d'éluées⁶⁵. Cet amendement a changé cela, en réservant au moins un tiers des sièges de l'ensemble des conseils Panchayat et un tiers de tous les Pradhan (responsables des Panchayat) à des femmes⁶⁶. Depuis son adoption, les femmes leaders de Panchayat Raj (comité villageois) sont de plus en plus impliquées dans leur communauté, veillant à ce que des questions telles que la qualité des soins de santé et de l'éducation, ainsi que les éléments financiers à prendre en compte pour assurer l'accès à ces services, soient débattues en réunion⁶⁷. Grâce à leur participation, les projets d'eau potable initiés par des femmes dans ces communautés ont connu une augmentation de 62 %, en comparaison des communautés ne comptant que des hommes à leur tête⁶⁸.

Garantir que les environnements politiques sont exempts de discrimination et de violence

Les rapports sont de plus en plus nombreux dans le monde à indiquer qu'à mesure que les femmes font un pas en avant pour réclamer leur droit à participer



à la vie politique, elles sont confrontées à des actes allant des abus psychologiques (en personne et en ligne), aux agressions physiques ou sexuelles, à la violence économique, en passant par les menaces et les pressions. Ce phénomène de violence à l'égard des femmes en politique est un problème mondial, dont les répercussions sont lourdes pour les sociétés démocratiques inclusives. La violence est présente dans l'ensemble des secteurs politiques, et notamment au sein de la société civile, dans les partis politiques, les processus électoraux et les parlements. Elle concerne les femmes actives politiquement, quelle que soit leur fonction. Si les actes de violence à l'égard des femmes en politique sont dirigés contre des femmes prises individuellement, elles ont des répercussions au-delà de la cible initiale : effrayer les autres femmes déjà actives politiquement, afin de décourager les femmes qui envisagent de s'engager en politique, et pour communiquer à la société que les femmes ne devraient, sous aucune forme que ce soit, prendre part à la vie publique⁶⁹.

De plus, les femmes sont plus incitées à s'impliquer dans les campagnes si le climat politique est exempt de violence, de menaces et d'attitudes négatives à propos du leadership et des capacités des femmes. Aborder le concept de la violence comme « prix à payer en politique » nécessite de démonter les stéréotypes masculins du pouvoir, les pratiques discriminatoires au sein des partis et les menaces et actes de violence à l'égard des femmes dans les contextes électoraux, et constitue une étape importante dans la constitution d'un environnement favorable pour la participation libre et égale des femmes⁷⁰. Il s'agit notamment d'inciter les garçons et les hommes à promouvoir et soutenir les filles et les femmes en tant que leaders et décideuses, de même qu'à tenir pour responsables les personnes qui s'opposent aux capacités des femmes à occuper des fonctions de leadership⁷¹.

Étude de cas : Œuvrer à l'éradication de la « sextorsion » en Tanzanie

Alors que la corruption est un problème que rencontre l'ensemble des citoyen-ne-s, les femmes sont différemment ciblées, et impactées de manière disproportionnée par le phénomène. En Tanzanie, des groupes de la société civile se sont fortement inquiétés de la pratique très répandue de la « sextorsion », par laquelle les femmes des partis politiques se voyaient demander, non pas de l'argent pour leur nomination politique, mais bien des faveurs sexuelles ; une forme différente de violence à leur égard⁷². En 2014, elles ont lancé une « Coalition contre la sextorsion » et une campagne visant à sensibiliser la population sur l'omniprésence de cette extorsion sexuelle des femmes et le harcèlement auquel elles faisaient face dans la vie publique. Elles ont également initié des formations à l'attention des candidates et politiciennes avant les élections nationales, leur enseignant à reconnaître et éviter la sextorsion si elles y étaient confrontées. Fruit de ces efforts, le bureau de la déontologie de Tanzanie a publié des principes directeurs au printemps 2015, critiquant ouvertement la sextorsion et envoyant un message clair aux officiels publics leur indiquant que la pratique de l'extorsion sexuelle ne serait plus tolérée⁷³.

Garantir la reconnaissance des femmes occupant des fonctions décisionnelles

Faire progresser le droit des femmes à occuper des fonctions de leadership et participer activement à des processus de prises de décision peut, en partie, être réalisé grâce à une amélioration de leur visibilité. En reconnaissant publiquement leurs contributions, les capacités des filles et des femmes sont plus largement acceptées, mettant ainsi à mal les stéréotypes négatifs de genre⁷⁴. Les médias sont pour cela des partenaires essentiels, en soulignant les contributions positives des femmes en politique et en évitant de perpétuer les stéréotypes de genre négatifs, qui influencent l'opinion publique sur le rôle des femmes dans la vie publique. Les politiciennes peuvent également gagner en visibilité grâce au soutien de la société civile et d'autres leaders féminines^{75,76}. Travailler avec d'autres personnes, dont des garçons et des hommes, peut également contribuer à faire changer les perceptions sociétales relatives aux rôles ou fonctions genrées en politique. À ces fins, les femmes parlementaires ont le devoir de partager publiquement leurs expériences et de s'assurer que leurs collègues soient bien informées.

Étude de cas : Le président albanais dit aux leaders féminines de se faire entendre

En 2009, le président albanais Bamir Topi a incité les femmes, non seulement à participer en politique et dans la vie publique, mais à s'efforcer activement d'être vues et entendues par celles et ceux qui occupent de telles fonctions⁷⁷. Avec seulement 10 femmes pour les 140 sièges parlementaires et 1 femme maire dans les 65 mairies du pays, l'Albanie avait l'un des taux de femmes élues les plus bas d'Europe⁷⁸. Dans un effort visant à redresser ces statistiques, le gouvernement a investi dans des manières d'augmenter la participation effective et visible des femmes en politique, dans le but de conserver un gouvernement démocratique et stable et de soutenir la croissance économique⁷⁹.

SECTION 3 : AVANTAGES DE L'INVESTISSEMENT

Investir dans le droit des femmes à participer à la vie politique est une étape incontournable pour atteindre l'égalité de genre et la gouvernance démocratique à l'échelle mondiale⁸⁰. Et puisque les femmes exerçant des fonctions d'autorité tendent à défendre et à allouer des budgets aux questions sociales, leur implication dans les processus politiques est bénéfique pour tout le monde⁸¹. L'impact positif de l'amélioration de la participation des femmes en politique a, par exemple, été documenté dans une étude qui révèle qu'une augmentation du nombre de femmes dans les parlements entraîne davantage d'investissements dans l'éducation⁸². Une autre étude indique que les entreprises comptant de nombreuses femmes à leur direction, soit trois ou plus d'entre elles au conseil d'administration ou une représentation des femmes au conseil supérieure à la moyenne nationale, enregistrent une rentabilité des capitaux propres de 10,1 % annuellement, contre 7,4 % pour les autres entreprises⁸³.

De plus, la recherche suggère que l'équilibre entre les genres dans la sphère politique le promeut également au niveau de la main-d'œuvre. Ceci représente un potentiel économique remarquable, car il a été démontré que l'égalité de genre au travail peut entraîner un doublement de la croissance du PIB mondial d'ici à 2025⁸⁴. La participation politique des femmes va au-delà de l'exercice de fonctions d'élues – l'implication et l'autonomisation des femmes dans tous les aspects de la vie publique, allant de l'activisme dans la société civile à la direction de partis politiques et de conseils d'administration d'entreprises – et entraîne des avantages pour une démocratie durable et paisible, et pour des systèmes plus représentatifs et résilients⁸⁵. Il est également avéré que les pays où l'implication des femmes dans la vie publique est importante connaissent de moindres niveaux inférieurs⁸⁶.



SECTION 4 : APPELS À L'ACTION

L'égalité de participation des femmes en politique est une étape essentielle sur la voie de la réalisation de l'égalité de genre, des ODD et du progrès pour tout le monde. Et ce n'est pas uniquement un atout en termes d'autonomisation des femmes, car les avantages s'en font ressentir dans leurs communautés, leur pays et le monde tout entier. Comblant les écarts entre les sexes en garantissant le droit des femmes à une participation politique nécessite d'adopter des approches transversales face aux questions locales et nationales et des mesures spécifiques de la part des principales institutions.

Pour contribuer au progrès pour tout le monde, de nombreuses parties prenantes doivent collaborer – les gouvernements, la société civile, le monde universitaire, les médias, les populations concernées, les Nations unies et le secteur privé – de manière à mener les actions suivantes, en faveur des filles et des femmes :

- Éliminer les obstacles structurels et juridiques qui entravent la participation des femmes en politique et dans les processus décisionnels, et tenir les personnes qui les empêchent pour responsables.
(Concerne avant tout : les gouvernements et le secteur privé)
- Proposer des programmes de formation pour les jeunes, les femmes et les hommes sur les systèmes politiques, le droit des femmes à participer et leurs rôles dans les processus décisionnels
(Concerne avant tout : la société civile et les gouvernements)
- Introduire des systèmes temporaires de quotas et des voies de leadership sensibles au genre pour favoriser la présence de femmes dans les sphères politiques.
(Concerne avant tout : les gouvernements, le secteur privé et les ONG)
- Assurer la visibilité des politiciennes et décideuses et promouvoir un environnement politique à la fois sûr et favorable, dans lequel elles peuvent participer à tous les niveaux de la vie publique.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, les médias, les Nations unies et le secteur privé)
- Promouvoir les femmes aux positions de leadership et de décision à tous les niveaux, y compris dans les négociations de paix et les urgences humanitaires, en investissant dans les ONG qui offrent aux femmes un espace où s'engager.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile, les Nations unies et le secteur privé)
- Promouvoir les programmes communautaires et sportifs qui favorisent les compétences de leadership des filles et des femmes et promeuvent l'égalité de genre.
(Concerne avant tout : la société civile et les gouvernements)
- Soutenir le leadership des femmes sur le lieu du travail par une meilleure intégration dans les postes exécutifs et les conseils d'entreprise.
(Concerne avant tout : les gouvernements et le secteur privé)
- Financer les organisations de base qui renforcent les capacités des femmes à participer, à la fois individuellement et collectivement, dans la vie sociale, économique, politique et publique
(Concerne avant tout : les gouvernements et le secteur privé)
- Inclure les hommes, et particulièrement les pères et les fils, dans des formations sur le soutien et la promotion des filles et des femmes en tant que leaders et décideuses.
(Concerne avant tout : les gouvernements, la société civile et les Nations unies)

Révisé et actualisé en août 2017

Préparé par : Tatiana DiLanzo, Women Deliver

Révisé par : Genine Babakian, Consultante ; Mary Crippen, Consultante ; Claire DeSoi, National Democratic Institute ; Juliana Bennington, Women Deliver ; Maria DeVoe, Women Deliver ; Tatiana DiLanzo, Women Deliver ; Louise Dunn, Women Deliver ; Katja Iversen, Women Deliver ; Jessica Malter, Women Deliver ; Susan Papp, Women Deliver ; Sandra Pepera, National Democratic Institute ; Savannah Russo, Women Deliver ; Athena Rayburn, Women Deliver ; Liuba Grechen Shirley, Consultante ; Petra ten Hoop-Bender, Women Deliver ; Julie Ballington, ONU Femmes

Clause de non-responsabilité : Les points de vue et opinions exprimés dans le présent document technique sont ceux des auteur-e-s. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions ou les politiques officielles de l'ensemble des organisations partenaires.

Cette série de documents d'orientation a été constituée pour servir aux responsables des politiques, responsables des prises de décisions, aux défenseur-e-s et activistes afin de leur permettre de faire progresser des thématiques concernant les filles et les femmes au niveau du développement mondial. Ces documents sont conçus pour être disponibles et en accès libre pour tout le monde.

➔ Pour découvrir la campagne Deliver for Good, rendez-vous sur deliverforgood.org.

NOTES DE FIN

- ¹ "Democracy Index 2016." The Economist Intelligence Unit. The Economist, n.d. Web. 18 Aug. 2017. <https://www.eiu.com/public/topical_report.aspx?campaignid=DemocracyIndex2016>.
- ² "Monitoring Gender Equality and the Empowerment of Women and Girls in the 2030 Agenda for Sustainable Development Opportunities and Challenges." UN Women. Sep. 2015. Web. <<http://www2.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2015/indicatorpaper-en-final.pdf?v=1&d=20150921T140212>>.
- ³ "Strengthening Women's Rights and Political Participation." USAID. 25 Aug. 2015. Web. <<https://www.usaid.gov/what-we-do/gender-equality-and-womens-empowerment/addressing-gender-programming/strengthening-womens>>.



- 4 "Women in National Parliaments." Inter-Parliamentary Union. 1 Mar. 2017. Web. <<http://www.ipu.org/wmn-e/world.htm>>.
- 5 "Sluggish Progress on Women in Politics Will Hamper Development." Inter-Parliamentary Union. 2015. Web. <<http://www.ipu.org/press-e/pressrelease201503101.htm>>.
- 6 "Measures taken and progress achieved in the promotion of women and political participation." United Nations, Report of the Secretary-General. N.p., 24 Jul. 2013. Web. <<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N13/406/99/PDF/N1340699.pdf?OpenElement>>.
- 7 Geiger, Abigail, and Lauren Kent. "Number of women leaders around the world has grown, but they're still a small group." Pew Research Center. Pew Research Center, 8 Mar. 2017. Web. <<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/03/08/women-leaders-around-the-world/>>.
- 8 "Sluggish Progress on Women in Politics Will Hamper Development." Inter-Parliamentary Union. 2015. Web. <<http://www.ipu.org/press-e/pressrelease201503101.htm>>.
- 9 "Women in politics 2017 map." UN Women. UN Women, 1 Jan. 2017. Web. <<http://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2017/4/women-in-politics-2017-map>>.
- 10 Geiger, Abigail, and Lauren Kent. "Number of women leaders around the world has grown, but they're still a small group." Pew Research Center. Pew Research Center, 8 Mar. 2017. Web. <<http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/03/08/women-leaders-around-the-world/>>.
- 11 "Women in politics 2017 map." UN Women. UN Women, 1 Jan. 2017. Web. <<http://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2017/4/women-in-politics-2017-map>>.
- 12 "Women, Government and Policy Making in OECD Countries: Fostering Diversity for Inclusive Growth." OECD. 2014. Web. <http://www.oecd-ilibrary.org/governance/women-government-and-policy-making-in-oecd-countries_9789264210745-en>.
- 13 Castillo Diaz, Pablo and Simon Tordjman. "Women's Participation in Peace Negotiations: Connections between Presence and Influence." UN Women. Oct. 2012. Web. <<http://www2.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2012/10/wpssourcebook-03a-womenpeace negotiations-en.pdf>>.
- 14 "Kosovo: Overcoming Barriers to Women's Political Participation." 2015. Web. 25 Mar. 2016. <<https://www.ndi.org/files/Gender-Assesment-report-eng.pdf>>.
- 15 "Kosovo: Overcoming Barriers to Women's Political Participation." 2015. Web. 25 Mar. 2016. <<https://www.ndi.org/files/Gender-Assesment-report-eng.pdf>>.
- 16 "State of Affairs in Women, Peace and Security." The Hague: Knowledge Platform Security & Rule of Law, 2015. Web. 25 Mar. 2016. <<https://www.inclusivesecurity.org/wp-content/uploads/2015/02/State-of-Affairs-in-Women-Peace-and-Security.pdf>>.
- 17 "Women, peace and security." United Nations Peacekeeping. United Nations, n.d. Web. 18 Aug. 2017. <<http://www.un.org/en/peacekeeping/issues/women/wps.shtml>>.
- 18 Banerjee, Paula. Women, Peace and Security: Implementation of UN Security Council Resolution 1325 in the Context of Finnish Development Policy. Ministry for Foreign Affairs, 31 Jan. 2010. Web. <http://www.peacewomen.org/assets/file/Resources/Government/1325_implementation1325finnishdevelopment-kenyanepalaindia_banerjeeetal_jan312010.pdf>.
- 19 Ibid.
- 20 Ibid.
- 21 "Report of the Secretary-General on Women, Peace and Security." United Nations Security Council. 16 Sep. 2015. Web. <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2015/716&Lang=E>.
- 22 Markham, S. "Women as Agents of Change: Having Voice in Society and Influencing Policy." National Democratic Institute. 2013. Web. <<https://www.ndi.org/Markham-women-as-agents-of-change>>.
- 23 "Addressing Violence Against Women in Politics: A Theory of Change Approach." National Democratic Institute. 2017. Forthcoming.
- 24 "Kosovo: Overcoming Barriers to Women's Political Participation." 2015. Web. 25 Mar. 2016. <<https://www.ndi.org/files/Gender-Assesment-report-eng.pdf>>.
- 25 "State of Affairs in Women, Peace and Security." The Hague: Knowledge Platform Security & Rule of Law, 2015. Web. 25 Mar. 2016. <<https://www.inclusivesecurity.org/wp-content/uploads/2015/02/State-of-Affairs-in-Women-Peace-and-Security.pdf>>.
- 26 "Women's Leadership and Political Participation." UN Women. 2013. Web. <<http://www2.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2013/12/un%20women%20thembriefuswebrev2%20pdf.ashx?v=2&d=20141013T121456>>.
- 27 "Why Women in Politics Handout." National Democratic Institute. n.d. Web. <<https://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:BaB5GZwHntYJ:https://www.ndi.org/files/Handout%25204%2520-%2520Why%2520Women%2520in%2520Politics.doc+&cd=2&hl=en&ct=clnk&gl=us&client=safari>>.
- 28 Camissa, A. and B. Reingold. "Women in State Legislators and State Legislative Research: Beyond Sameness and Difference." State Politics and Policy Quarterly 4.2(2004): 181-210.
- 29 Palanithurai, G. "Role of Elected Women Representatives in Evolving Alternative Governance at Grassroots." Social Change and Development 3(2005).
- 30 Beaman, Lori, et al. "Political Reservation and Substantive Representation: Evidence from Indian Village Councils." Washington and New Delhi: Brookings Institution Press and the National Council of Applied Economic Research, 2010. Web. 25 Mar. 2016. <<http://wapp.hks.harvard.edu/files/wapp/files/politicalreservationandsubstantiverepresentation.pdf>>.
- 31 O'Neil, Tam, Georgia Plank, and Pilar Domingo. "Support to women and girls' leadership: A rapid review of the evidence." Literature review. London: ODI, 2015. Web. 25 Mar. 2016. <<http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9623.pdf>>.
- 32 Pande, Rohini, and Deanna Ford. Gender Quotas and Female Leadership: A Review: Background Paper for the World Development Report on Gender. World Bank, 7 Apr. 2011. Web. <<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/9120/WDR2012-0008.pdf>>.
- 33 Dahlerup, Drude. "Increasing Women's Political Representation: New Trends in Gender Quotas." Women in Parliament: Beyond Numbers. A Revised Edition. Ed. Julie Ballington and Azza Karam. Stockholm: The International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), 2005. 140-153. Web. 12 Apr. 2016. <http://www.idea.int/publications/wip2/upload/4_Increasing_Women's_Political_Representation.pdf>.
- 34 Ballington, Julie, and Azza Karam. Women in Parliament: Beyond Numbers. N.p., 1 Jan. 2005. Web. <<http://www.idea.int/publications/catalogue/women-parliament-beyond-numbers-revised-edition>>.
- 35 "Women in national parliaments." Inter-Parliamentary Union. 1 Jun. 2016. Web. <<http://www.ipu.org/wmn-e/arc/classif010616.htm>>.
- 36 "Facts and Figures: Leadership and Political Participation." UN Women. Aug. 2016. Web. <<http://www2.unwomen.org/en/what-we-do/leadership-and-political-participation/facts-and-figures>>.
- 37 "Following Elections, Proportion of Senegal's Female Parliamentarians Almost Doubles." UN Women. 12 Jul. 2012. Web. <<http://www2.unwomen.org/en/news/stories/2012/7/following-elections-proportion-of-senegal-s-female-parliamentarians-almost-doubles>>.
- 38 Resolution 1325 (2000). United Nations Security Council, 31 Oct. 2000. Web. <<http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/WPS%20SRES1325%20.pdf>>.
- 39 Stone, Laurel. "Can women make the world more peaceful?" The Guardian. 11 Aug. 2014. Web. <<https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2014/aug/11/women-conflict-peace-society>>.
- 40 Domingo, Pilar, Rebecca Holmes, Tam O'Neil, Nicola Jones, Kate Bird, Anna Larson, Elizabeth Presler-Marshall, and Craig Valters. "Women's voice and leadership in decision-making: Assessing the evidence." ODI. N.p., Apr. 2015. Web. <<https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9627.pdf>>.
- 41 "Report of the Secretary-General on Women, Peace and Security." United Nations Security Council. 16 Sep. 2015. Web. <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2015/716&Lang=E>.
- 42 "Press Release: Amidst Rising Extremism, Women's Role in Peace and Recovery Remains Hampered and Underutilized." UN Women. 12 Oct. 2015. Web. <<http://www2.unwomen.org/en/news/stories/2015/10/press-release-womens-role-in-peace-and-recovery>>.
- 43 "A Portal on Women Peace & Security." UNIFEM. Web. <<http://www.womenwarpeace.org>>.
- 44 "Women's Participation in Peacebuilding Report of the Secretary-General." General Assembly Security Council. 7 Sep. 2010. Web. <http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2010/466>.
- 45 "Preventing Conflict, Transforming Justice, Securing the Peace: A Global Study on the Implementation of United Nations Security Council Resolution 1325." UN Women. 2015. Web. 18 Apr. 2016. <<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNW-GLOBAL-STUDY-1325-2015.pdf>>.
- 46 "Peacemaking in Asia and the Pacific: Women's participation, perspectives, priorities." Centre for Humanitarian Dialogue. Mar. 2011. Web. <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/full_report_0.pdf>.
- 47 Enhancing Youth Political Participation throughout the Electoral Cycle: A Good Practice Guide. UNDP, 1 Jan. 2013. Web. <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/electoral_systemsandprocesses/enhancing-youth-political-participation-throughout-the-electoral.html>.
- 48 Power, Greg. Global Parliamentary Report: The changing nature of parliamentary representation. UNDP, Apr. 2012. Web. <<http://www.ipu.org/pdf/publications/gpr2012-full-e.pdf>>.
- 49 "Volunteering in the United States, 2015." Bureau of Labor Statistics, United States Department of Labor. 25 Feb. 2016. Web. <<http://www.bls.gov/news.release/volun.nr0.htm>>.
- 50 "Support to women and girls' leadership: A rapid review of the evidence." ODI. Mar. 2015. Web. <<http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/9623.pdf>>.
- 51 Riedl, Karin. "Beyond Numbers: The Participation of Indigenous Peoples in Parliament: Survey Report." Inter-Parliamentary Union. Sep. 2014. Web. <<http://www.ipu.org/pdf/publications/indigenous-sur-en.pdf>>.
- 52 Ibid.
- 53 Increasing Women's Political Participation Through Effective Training Programs: A Guide to Best Practices and Lessons Learned. National Democratic Institute, 2013. Web. <<https://www.ndi.org/sites/default/files/Training-Manual-Increasing-WPP-Through-Effective-Training-Programs.pdf>>.
- 54 "Trinidadian Women Gain Ground at the Ballot Box." UN Women. 27 Jun. 2014. Web. <<http://www2.unwomen.org/en/news/stories/2014/6/trinidad-and-tobago>>.
- 55 Women in Parliament: Beyond Numbers. International Institute for Democracy and Electoral Assistance, 1 Jan. 2005. Web. <<http://www.idea.int/publications/catalogue/women-parliament-beyond-numbers-revised-edition>>.
- 56 Lee, Linda-Eling, Ric Marshall, Damián Rallis, and Matt Moscardi. "WOMEN ON BOARDS: GLOBAL TRENDS IN GENDER DIVERSITY ON CORPORATE BOARDS." MSCI. Nov. 2015. Web. 29 Mar. 2016. <<https://www.msci.com/documents/10199/04b6f646-d638-4878-9c61-4eb91748a82b>>.
- 57 Kramer, Vicki W., Alison M. Konrad, and Sumru Erkut. Critical Mass on Corporate Boards: Why Three or More Women Enhance Governance. Wellesley Centers for Women's Publications, 2006. Web. <<https://www.wcwnline.org/pdf/CriticalMassExecSummary.pdf>>.
- 58 Gender Responsive Disaster Risk Reduction: A contribution by the United Nations to the consultation leading to the Third UN World Conference on Disaster Risk Reduction. United Nations.

